

**RAPPORTS DU
COMMISSAIRE AUX
COMPTES**

BANQUE ALIMENTAIRE

31/12/2025

SOMMAIRE

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

RAPPORT SPECIAL

BANQUE ALIMENTAIRE DU LOIRET

Siège social : 11, RUE LAVOISIER

45140 INGRE

SIREN : 378 407 142

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**SUR LES COMPTES ANNUELS***Exercice clos au 31/12/2025*

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la BANQUE ALIMENTAIRE DU LOIRET relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la BANQUE ALIMENTAIRE DU LOIRET à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause notre opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC 2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédées, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les

informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude

significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ORLEANS, le 24 Avril 2026

Le Commissaire aux comptes

ORCOM AUDIT,


Anne-Laure BRUN
Associée

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

La durée d'usage a été retenue dans le plan d'amortissement des immobilisations non décomposables, l'entité étant en dessous des seuils réglementaires.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- construction : 10 ans
- matériel et outillage : 5 ans
- installations générales, agencements : 10 ans
- matériel de transport : 3 à 5 ans
- matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans
- mobilier : 10 ans

Créances

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Notes liées au passif du bilan

Fonds propres et réserves

Les postes « fonds propres » et « réserves » ressortent au 31 décembre 2025 à 101 949 euros. Il comprend :

- des fonds propres pour 83 262 euros
- une réserve pour 989 euros
- une réserve de trésorerie pour 10 029 euros
- un report à nouveau pour 7 669 euros

Apports et Subventions d'investissement

La méthode utilisée pour l'étalement de la subvention d'investissement a été déterminée conformément au mode d'amortissement et à la durée appliqués sur les biens subventionnés : chambres froides, véhicules, bâtiment de stockage, matériels et outillages.

La subvention nette au 31 décembre 2025 ressort à 203 527 euros.

AB

Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard. Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à 92 300 €.

Notes liées au compte de résultat

Subventions de fonctionnement

Les subventions de fonctionnement s'élèvent au 31 décembre 2025 à 248 313 euros. Ces subventions sont attribuées par :

- l'Etat : 67 733 euros
- le Conseil Départemental : 48 000 euros
- les autres Collectivités Locales : 132 580 euros

Subventions pour achats de denrées alimentaires

Ces subventions s'élèvent au 31 décembre 2025 à 62 358 €, attribuées par l'Etat.

Apports et services gratuits

Stocks

Les valeurs d'entrée et de sortie des produits alimentaires issus de la collecte nationale et des dons, sont calculées selon une mercuriale éditée par la Fédération Nationale des Banques Alimentaires.

Au 31 décembre 2025, la collecte de denrées alimentaires reçues sous forme de dons en nature s'élève à 6 451 559 euros.

Information sur les honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat se présente comme suit :

AuB

	Exercice 2025
Contrôle légal des comptes	1 137
Autres missions	
Total	1 137

Bénévolat

La valorisation du bénévolat est effectuée sur la base des relevés d'heures par 1,5 fois le smic et en fonction d'un coefficient en fonction de la qualité du personnel (dirigeants, cadres responsables d'activité, employés). Cette valorisation est issue d'une note éditée par la Fédération Nationale des Banques Alimentaires en date du 3 octobre 2007.

Le bénévolat ressort au 31 décembre 2025 à 1 074 838 euros.

Contributions volontaires :

Les contributions volontaires en natures qui s'élèvent à 167 616 euros, ont fait l'objet d'une valorisation conformément aux dispositions du Règlement ANC, de la manière suivante :

- Les contributions en biens et services sont valorisées pour leur coût réel soit au prix de marché observé pour les prestations ou des biens équivalents.
Sont notamment pris en compte :
 - La mise à disposition à titre gratuit de locaux pour 82 000 €
 - La mise à disposition à titre gratuit d'une salle pour l'assemblée générale pour 1 000 €
 - La mise à disposition à titre gratuit de frais d'impression pour 900 € - Le transport gratuit de denrées pour 8 290 €
 - Le mécénat de compétence pour 75 426 €

AB

BANQUE ALIMENTAIRE DU LOIRET

Siège social : 11, RUE LAVOISIER

45140 INGRE

SIREN : 378 407 142

.*.*.*.

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE RELATIVE A L'APPROBATION

DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2025

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.


CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**Conventions passées au cours de l'exercice écoulé**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L612-5 du code de commerce.

Fait à ORLEANS, le 24 Avril 2026

Le Commissaire aux comptes

ORCOM AUDIT


Anne-Laure BRUN
Associée

Etat préparatoire au Bilan Actif

Etat exprimé en €		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025			Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
		Brut	Amortis. Provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	Frais d'établissement (I)				
	Immobilisations Incorporelles :				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
	Immobilisations Corporelles :				
	Terrains				
	Constructions	23 000,00	23 000,00		
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	79 906,32	65 477,33	14 428,99	12 715,01
	Autres immobilisations corporelles	542 740,38	416 905,19	125 835,19	107 938,51
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés				
	Immobilisations Financières :				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	30,00		30,00	30,00
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	1 490,90		1 490,90	1 239,00
Total de l'actif immobilisé (II)		647 167,60	505 382,52	141 785,08	121 922,52
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours :				
	Stocks et en-cours				
	Créances :				
	Créances adhérents, usagers et cpt. rattachés	3 830,00		3 830,00	2 640,00
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	69 760,30		69 760,30	91 270,30
	Charges constatées d'avance	4 989,45		4 989,45	5 670,37
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financiers à terme et jetons détenus				
	Disponibilités	303 737,50		303 737,50	207 837,65
Total de l'actif circulant (III)		382 317,25		382 317,25	307 418,32
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écarts de conversion et différences d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		1 029 484,85	505 382,52	524 102,33	429 340,84

AB

Etat préparatoire au Bilan Passif

Etat exprimé en €

Du 01/01/2025
Au 31/12/2025Du 01/01/2024
Au 31/12/2024

FONDS PROPRES	Fonds propres :		
	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	83 261,91	83 261,91
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves :		
	Réserves statutaires ou contractuelles	988,69	988,69
	Réserves pour projet de l'entité	10 029,24	10 029,24
	Autres		
	Report à nouveau	7 668,56	5 846,57
	Excédent ou déficit de l'exercice	61 070,02	1 821,99
	Situation nette (sous total)	163 018,42	101 948,40
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	203 527,42	186 055,88
	Provisions réglementées		
	Total des fonds propres (I)	366 545,84	288 004,28
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	92 300,46	99 097,73
	Total des fonds reportés et dédiés (II)	92 300,46	99 097,73
PROVISIONS	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions (III)		
DETTES	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières diverses	30,49	30,49
	Instruments financiers à termes		
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	41 316,56	19 010,07
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	21 992,98	21 977,27
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	916,00	1 221,00
	Produits constatés d'avance	1 000,00	
	Total des dettes (IV)	65 256,03	42 238,83
	Écarts de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)		
	TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	524 102,33	429 340,84

AB

COMPTE DE RESULTAT	Du 01/01/2025 Au 31/12/2025	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	113 826,00	89 243,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	4 535,84	
dont parrainages		
Produits de tiers financiers		
Concours publics et subventions d'exploitation	353 287,59	321 148,92
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	56 788,36	57 699,87
Mécénats	3 349,12	2 965,00
Legs, donations et assurances-vie	36 879,11	
Contribution financières	58 162,86	63 619,13
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		10 229,59
Utilisations des fonds dédiés	77 619,10	50 518,28
Autres produits	236,00	273,86
Total I	704 884,08	595 697,45
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	100 224,38	64 884,88
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	262 748,20	254 839,04
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	2 024,24	5 613,25
Salaires et traitements	136 507,51	159 008,39
Charges sociales	31 935,49	28 875,74
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	42 616,49	32 769,86
Dotations aux provisions		
Report en fonds dédiés	70 821,83	86 882,05
Autres charges		
Total II	646 878,14	632 663,21
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	57 805,94	-36 965,76
PRODUITS FINANCIERS :		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	3 757,08	4 088,89
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement		
Total III	3 757,08	4 088,89
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements		
Total IV	0,00	0,00
2. RESULTATS FINANCIER (III - IV)	3 757,08	4 088,89

COMPTE DE RESULTAT	Du 01/01/2025 Au 31/12/2025	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	61 563,02	-32 866,87
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		2 340,00
Produits exceptionnels sur opérations en capital		32 769,86
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	0,00	35 109,86
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	0,00	0,00
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0,00	35 109,86
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	493,00	421,00
Total des produits (I + III + V)	708 441,16	634 898,20
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	647 371,14	633 074,21
EXCEDENT OU DEFICIT	61 070,02	1 821,99
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	6 451 559,00	6 498 712,00
Prestations en nature	167 615,93	90 625,00
Bénévolat	1 074 838,00	966 122,00
TOTAL	7 694 012,93	7 555 459,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	6 451 559,00	6 498 712,00
Mise à disposition gratuite de biens	82 000,00	81 000,00
Prestations en nature	86 615,93	9 625,00
Personnel bénévole	1 074 838,00	966 122,00
TOTAL	7 694 012,93	7 555 459,00

AB

Évaluation des contributions volontaires en nature

État exprimé en €

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
Ressources	<u>Contribution volontaires en nature</u>		
	Dons en nature	6 451 559,00	6 498 712,00
	Prestations en nature	167 615,93	90 625,00
	Bénévolat	1 074 838,00	966 122,00
	Total des ressources	7 694 012,93	7 555 459,00
Emplois	<u>Charges des contributions volontaires en nature</u>		
	Secours en nature	6 451 559,00	6 498 712,00
	Mise à disposition gratuite de biens	82 000,00	81 000,00
	Prestations en nature	85 615,93	9 625,00
	Personnel bénévole	1 074 838,00	966 122,00
	Total des emplois	7 694 012,93	7 555 459,00

Arrêté au 31 décembre 2025	BANQUE ALIMENTAIRE DU LOIRET	
----------------------------	------------------------------	--

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Règles et méthodes comptables

Les notes ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC, en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers, dont le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Tableau des impacts liés à la modernisation des états financiers

Les modifications suivantes ont notamment été apportées :

Anciens comptes	Nouveaux comptes	Montants comptabilisés
777... Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	747... Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	42 616,49
791... Transferts de charges d'exploitation	708... Produits des activités annexes	4 535,94

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode de coûts historiques.

Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

Se référant aux valeurs de la Charte des Banques Alimentaires et du Projet associatif du réseau des BA, l'association a pour objet, dans une démarche de solidarité, d'apporter une aide alimentaire aux personnes les plus démunies en partenariat avec des Associations et Organismes sociaux. Cette aide vise à promouvoir une alimentation de qualité et créatrice de lien, facteur de retour à une vie normale pour ces personnes.

Pour réaliser cet objet, la banque alimentaire du Loiret :

- adhère à la FFBA, dont elle s'engage à respecter les statuts et les dispositions de son règlement intérieur,
- prospecte et collecte des produits alimentaires, en luttant contre le gaspillage, - organise chaque année une collecte dite « nationale » en mobilisant les associations partenaires et des bénévoles occasionnels,
- privilégie les denrées permettant une alimentation diversifiée, équilibrée et régulière, - les transporte et les distribue avec le souci du partage dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité alimentaire,
- s'investit pour être reconnue en tant qu'acteur local de lutte contre l'exclusion, - se dote des ressources et compétences nécessaires en faisant essentiellement appel au bénévolat, et développe les savoir-faire par des programmes de sensibilisation et de formation,
- collabore avec les autres BA au sein d'une Organisation Territoriale du Réseau (OTR) pour optimiser les ressources et échanger les bonnes pratiques.

Notes liées à l'actif du bilan

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

La durée d'usage a été retenue dans le plan d'amortissement des immobilisations non décomposables, l'entité étant en dessous des seuils réglementaires.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- construction : 10 ans
- matériel et outillage : 5 ans
- installations générales, agencements : 10 ans
- matériel de transport : 3 à 5 ans
- matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans
- mobilier : 10 ans

Créances

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Notes liées au passif du bilan

Fonds propres et réserves

Les postes « fonds propres » et « réserves » ressortent au 31 décembre 2025 à 101 949 euros. Il comprend :

- des fonds propres pour 83 262 euros
- une réserve pour 989 euros
- une réserve de trésorerie pour 10 029 euros
- un report à nouveau pour 7 669 euros

Apports et Subventions d'investissement

La méthode utilisée pour l'étalement de la subvention d'investissement a été déterminée conformément au mode d'amortissement et à la durée appliqués sur les biens subventionnés : chambres froides, véhicules, bâtiment de stockage, matériels et outillages.

La subvention nette au 31 décembre 2025 ressort à 203 527 euros.

Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard. Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à 92 300 €.

Notes liées au compte de résultat

Subventions de fonctionnement

Les subventions de fonctionnement s'élèvent au 31 décembre 2025 à 248 313 euros. Ces subventions sont attribuées par :

- l'Etat : 67 733 euros
- le Conseil Départemental : 48 000 euros
- les autres Collectivités Locales : 132 580 euros

Subventions pour achats de denrées alimentaires

Ces subventions s'élèvent au 31 décembre 2025 à 62 358 €, attribuées par l'Etat.

Apports et services gratuits

Stocks

Les valeurs d'entrée et de sortie des produits alimentaires issus de la collecte nationale et des dons, sont calculées selon une mercuriale éditée par la Fédération Nationale des Banques Alimentaires.

Au 31 décembre 2025, la collecte de denrées alimentaires reçues sous forme de dons en nature s'élève à 6 451 559 euros.

Information sur les honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat se présente comme suit :

	Exercice 2025
Contrôle légal des comptes	1 137
Autres missions	
Total	1 137

Bénévolat

La valorisation du bénévolat est effectuée sur la base des relevés d'heures par 1,5 fois le smic et en fonction d'un coefficient en fonction de la qualité du personnel (dirigeants, cadres responsables d'activité, employés). Cette valorisation est issue d'une note éditée par la Fédération Nationale des Banques Alimentaires en date du 3 octobre 2007.

Le bénévolat ressort au 31 décembre 2025 à 1 074 838 euros.

Contributions volontaires :

Les contributions volontaires en natures qui s'élèvent à 167 616 euros, ont fait l'objet d'une valorisation conformément aux dispositions du Règlement ANC, de la manière suivante :

- Les contributions en biens et services sont valorisées pour leur coût réel soit au prix de marché observé pour les prestations ou des biens équivalents.

Sont notamment pris en compte :

- La mise à disposition à titre gratuit de locaux pour 82 000 €
- La mise à disposition à titre gratuit d'une salle pour l'assemblée générale pour 1 000 €
- La mise à disposition à titre gratuit de frais d'impression pour 900 € - Le transport gratuit de denrées pour 8 290 €
- Le mécénat de compétence pour 75 426 €